



Écrivaine et militante alter-mondialiste, **Susan George*** décrit le « piège triangulaire » social, financier et écologique en train de se refermer sur l'humanité, et propose des issues originales pour s'en échapper, inspirées d'un keynésianisme d'un genre nouveau.

Une économie écologique pour **sortir de la crise**

LE MONDE EST ASSAILLI de crises et, comme chacune de celles-ci renforce et aggrave les autres, il est utile de les penser structurellement comme formant un triangle. Cette structure peut être soit conçue comme un piège, soit suggérer une clé pour en sortir. Le sommet A de ce triangle se nomme la *crise sociale*, c'est celle de la pauvreté et des inégalités. Ces fléaux augmentent à la fois au sein des pays pris individuellement, au Nord comme au Sud, et entre les pays développés et ceux dits « en développement ». Nous lui assignerons aussi les crises alimentaire et énergétique qui sont des crises de prix marchands et de spéculation. Le sommet C du triangle représente bien entendu la *crise écologique*, la plus grave de toutes, celle du changement climatique, le réchauffement planétaire, la perte de la biodiversité.

Considérons un instant comment ces trois crises s'auto-renforcent et font de ce triangle – à première vue – une prison. La crise de la pauvreté oblige les personnes les plus démunies à surexploiter leur environnement, les pousse à couper les arbres, à épuiser les sols, à détruire les espèces vivantes, grands mammifères compris. Le dénuement n'est pas bon pour la nature. Mais en haut de l'échelle sociale – dans cette stratosphère où une minuscule élite s'est enrichie au-delà de toute mesure –, une destruction par la consommation à outrance s'opère pour produire des dégâts au moins aussi grands que ceux causés bien malgré eux par les pauvres. Si chaque habitant de la Terre avait droit à la même surface pour sa subsistance, le partage équitable donnerait environ un terrain de football et demi par tête. Mais l'empreinte écologique des riches dépasse de très loin cette modeste mesure. C'est pourquoi ceux qui rendent la croissance démographique responsable de tous les maux devraient regarder non seulement le nombre de personnes sur Terre mais aussi leur poids relatif. Londres, par exemple, consomme à elle seule la totalité des ressources que l'équité accorderait à l'ensemble de la Grande-Bretagne ! Les Hollandais auraient besoin de cinq ou six *Nederland* pour satisfaire leurs besoins, etc.

Dans son livre *Écroulement*, le professeur Jared Diamond identifie les raisons écologiques de la disparition de plusieurs civilisations du passé et constate que, pour chacune d'elles, les élites avaient pu continuer à consommer à l'excès longtemps après que la grande masse de la population vivait déjà dans la pénurie. C'est précisément à ce point

que nous nous trouvons aujourd'hui sur le plan mondial, avec une surconsommation des élites et au moins un milliard de personnes qui manquent de tout.

Ainsi le pôle de crise sociale aggrave la crise écologique. Mais, de manière peut-être plus surprenante, il aggrave aussi la crise financière. Les banquiers de New York, de Londres et d'ailleurs sont payés des sommes mirifiques, ont de ce fait beaucoup de pouvoir, et passent leur temps à inventer de nouveaux produits financiers que personne ne comprend. C'est là l'origine de la crise des *subprimes*, hypothèques vendues à des millions de personnes pauvres, qui ont emprunté sans toujours savoir ce à quoi elles s'engageaient pour acheter leur maison. Aujourd'hui elles se retrouvent à la rue. Les agences de régulation ont laissé faire, et les banques ont emballé ces dettes, avec d'autres, dans des « paquets » qu'elles ont pu vendre aux institutions financières du monde entier. Ces opérations de « titrisation » ont rendu mondiale une crise à l'origine purement américaine. Les maisons saisies restent invendues, les prix continuent à chuter, et maintenant ce sont les grandes compagnies semi-publiques de garantie des hypothèques, Freddie Mac et Fannie Mae, qui chancellent sur leurs bases et doivent être

sauvées avec l'argent du contribuable. On estime à mille milliards de dollars au final la somme qui pourrait leur être imposée.

Quant aux petits génies de la finance, comme ils ne peuvent plus spéculer sur la hausse des prix immobiliers, ils reportent leurs investissements sur les marchandises de base et les matières premières, notamment alimentaires et énergétiques, contribuant ainsi à faire grimper les prix de celles-ci et rendant la vie des plus pauvres encore plus précaire. Pour atténuer, prétendent-ils, les émissions de gaz à effet de serre, les États-Unis n'ont rien trouvé de mieux que de consacrer plus du tiers de la surface plantée en maïs et en soja à la production d'agrocarburants, autre facteur important de la hausse des prix alimentaires. Et comme il n'y a pas de justice en ce bas monde, bien entendu, la crise écologique va elle-même aggraver encore le sort des pauvres. Les récents rapports du Groupe intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat (Giec) sont formels à ce sujet (1).

Il faut savoir que le Giec, qui réunit des centaines de scientifiques du monde entier sous l'égide des Nations unies, est un organisme ultraconservateur du fait de sa structure. Quand les chercheurs ont terminé leur travail et rendu leurs rapports, c'est au tour des gouvernements de sévir, notamment ceux



Pékin est l'une des villes les plus polluées du monde, mais la Chine veut mener une conversion écologique.

Changer de mode de vie



La crise des « subprimes » a privé des millions d'Américains de leur maison.

Faut-il accepter une certaine fin du monde, jouir du moment, se barricader derrière nos remparts de relativement riches et verrouiller nos frontières contre les réfugiés climatiques et les laissés-pour-compte du monde entier ?

des États-Unis, de la Chine et de l'Arabie Saoudite, qui font toujours tout ce qu'ils peuvent pour atténuer la portée de tel ou tel fait scientifique constaté. Le résultat est un rapport *a minima*, ce qui rend ses conclusions d'autant plus alarmantes.

En gros, nous dit le Giec, notamment dans les tropiques, les régions sèches deviendront plus sèches encore ; idem pour les régions humides, qui seront souvent inondées. Le Tuvalu, île du Pacifique, aura peut-être l'honneur d'être la première terre habitée à disparaître sous les flots. Les rendements de l'agriculture pluviale en Afrique (ou il y a très peu de cultures irriguées) pourront être réduits de moitié ; les terres complètement arides pourront augmenter de 8 %. Partout les événements climatiques « exceptionnels » deviendront bien plus fréquents. La biodiversité est menacée ; plantes et animaux de toutes espèces, incapables de s'adapter aux changements de température rapides, disparaîtront. Resteront les espèces capables de se reproduire dans des conditions très variées – mouches, moustiques, orties, pigeons, corbeaux... Les humains, quant à eux, quitteront leurs campagnes pour les bidonvilles ou chercheront à émigrer vers des latitudes plus accueillantes – du moins sur le plan climatique. Et tout cela avance à une vitesse vertigineuse : par exemple, à la fin de l'été 2007, la glace de l'Arctique était moitié moins épaisse qu'en 2004 à la même période – réduite de 2,6 mètres d'épaisseur à 1,3 mètre seulement. Bref, le piège triangulaire social-financier-écologique se referme sur l'humanité, qui semble, du moins en ce qui concerne ses

dirigeants, paralysée et incapable d'enrayer le processus. Les remèdes proposés par les conférences de Kyoto, Bali ou Bonn restent tragiquement inadéquats, dérisoires, même. Les banquiers sont déjà à pied d'œuvre pour que leurs pratiques restent dérégulées. Les affamées à travers le monde participent à des émeutes oubliées le lendemain.

Faut-il donc accepter une certaine fin du monde, jouir du moment, se barricader derrière nos remparts de relativement riches et nous appliquer à verrouiller nos frontières contre les réfugiés climatiques et les laissés-pour-compte du monde entier ? Faut-il suivre l'avis des banquiers et des agrégés *es finances* et laisser faire le marché ? N'y aurait-il donc rien d'autre à faire ? Bien sûr que si ! Regardons de nouveau notre triangle des crises et des dangers comme un triangle de possibilités et d'opportunités.

La première observation à faire est que la crise écologique est la plus grave de toutes. La première question à se poser est donc celle-ci : est-il possible de la résoudre alors que nous vivons dans la période du capitalisme néolibéral la plus folle de toute l'histoire de l'humanité ? Le capitalisme est précisément un système qui, par définition, vit dans l'éternel présent et se montre incapable d'inclure les risques futurs dans ses analyses marchandes. Peut-on même envisager d'arrêter les dégâts écologiques que produit nécessairement ce système, car c'est sa nature d'être prédateur, si l'on ne fait pas au préalable la révolution mondiale ?

J'avoue ne voir aucune révolution à l'horizon. Je ne sais pas qui est le tsar qui l'aurait

renverser ni où se trouve son Palais d'hiver dont il faudrait s'emparer. Je constate que ce Palais ne se trouve pas à Wall Street où, quelques jours après le 11 Septembre, les Bourses reprenaient comme si de rien n'était et où, aujourd'hui, le gouvernement s'emploie à tirer d'affaire les institutions financières devenues, comme on dit là-bas, *too big to fail*, trop grandes pour faire faillite. Je ne vois pas non plus les masses prêtes à marcher ni les partis d'avant-garde en mesure de les conduire, si toutefois elles existaient. Pour freiner la surconsommation anti-écologique des super-élites, nous n'avons pas l'option de les pendre à la lanterne la plus proche... Alors désespoir ? Résignation ? Après nous le déluge ? Non point, mais une volonté de regarder les choses en face et de renoncer à une certaine pureté doctrinale chère à une certaine gauche, qui parfois préfère l'échec plutôt que d'abandonner ses principes, inadaptés à notre époque. L'ennui, c'est qu'avec la crise environnementale, nous n'avons plus le luxe de l'échec ni le temps d'attendre le moment idéal qui nous permettrait, théoriquement, de faire la révolution mondiale et de mettre fin une fois pour toutes au capitalisme. C'est ainsi que je propose une autre sortie de la prison triangulaire, sachant qu'elle déplaira à plus d'une lectrice ou d'un lecteur. Que ceux-ci me disent alors ce qu'ils feraient à la place, s'ils tiennent vraiment compte de la gravité de l'état de la planète et du temps très court qu'il nous reste pour renverser le cours des choses – s'il n'est pas déjà trop tard. Qu'ils me disent s'ils croient, comme pour moi c'est l'évidence, que tout changement climatique sera irréversible. En politique, on peut peut-être retourner en arrière, défaire et refaire, mais chez elle, la nature commande...

Née en 1934 aux États-Unis, je me souviens comment les Américains ont réagi au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale – la leur, celle qui commence avec Pearl Harbor en décembre 1941. En deux ans à peine, le pays se convertit à une économie de guerre qui bouleversa toutes les habitudes. Beaucoup d'hommes étant partis combattre, les femmes ont pris leur place dans les lieux de travail, et les minorités, notamment la minorité noire, trouvaient enfin des emplois plus rémunérateurs. Certes, des conflits capital-travail subsistaient, mais, dans l'ensemble, ce fut une période de progrès social, et les syndicats se sont renforcés. Les familles plantaient des « jardins de la victoire » afin de libérer une partie de la production agricole pour les troupes. Tout le monde, y compris les gamins, prêtait de l'argent au gouvernement pour financer ce gigantesque effort de conversion. À l'école, on partageait un *comic book* à dix pour pouvoir acheter, avec notre argent de poche, des timbres de la victoire.

L'industrie automobile et celle du pneu, dont vivait ma ville, ne faisaient plus que remplir les commandes du gouvernement. Quelques cadres très supérieurs des industries devinrent des « dollar-a-year men », des hommes payés un dollar par an par l'État pour garantir la quantité et la qualité du matériel livré au département de la Défense. Mon parrain était l'un deux, ses chèques d'un dollar signés par le Trésor américain étaient encadrés dans son bureau, et moi, sûrement insupportable, je me vantais auprès de mes petites copines d'avoir pour parrain un prestigieux dollar-a-year man. La cohésion sociale de l'époque n'était pas un mirage : tous les citoyens, quel que soit leur genre, leur âge ou leur situation sociale, prenaient leurs responsabilités dans ce colossal effort de guerre.

Pourquoi je raconte cette histoire ancienne ? Parce que c'est ce keynésianisme, issu du New Deal de Franklin Roosevelt et renforcé par la guerre, qui a finalement tiré l'Amérique de la Dépression des années 1930. Y a-t-il une leçon à en tirer pour nous en 2008 ? Je crois que oui : le monde est de nouveau plongé dans une grave récession économique comme au début des années 1930, et il est de nouveau confronté à un défi comparable à une guerre. La crise financière, déjà bien installée aux États-Unis, atteint les rivages de l'Europe. Le Fonds monétaire international (FMI) estime que la crise financière, déclenchée par l'affaire des *subprimes*, qui s'étend bien au-delà, finira par coûter aux contribuables quelque mille milliards de dollars. Les banques centrales, aussi bien la Réserve fédérale (Fed) que la Banque centrale européenne (BCE), ont déjà casqué plusieurs centaines de milliards sans enrayer la crise. Que fait une Banque centrale normalement constituée en temps de récession ? Elle réduit les taux d'intérêt pour encourager les demandes de crédit et aiguillonner l'activité économique. Mais les taux de la Fed sont déjà si bas qu'elle ne peut plus guère les réduire. Quant à la BCE, son unique mandat est de contrôler l'inflation. De ce fait, elle hausse ses taux, mais ce sera au prix d'un ralentissement de l'activité.

Une Banque centrale peut aussi viser une dévaluation contrôlée de sa monnaie, histoire d'attirer des touristes et des acheteurs vers ses produits d'exportation. Les États-Unis peuvent difficilement continuer à laisser filer le dollar. La BCE semble vouloir rendre l'euro le plus cher possible, de manière à ce que les entreprises européennes ne puissent plus rien vendre à l'étranger. Enfin, pour sortir un pays ou une entité comme l'Europe d'une récession, une banque centrale peut s'endetter, c'est-à-dire émettre des obligations sur lesquelles elle paie des intérêts, et qu'elle promet de rembourser au bout de quelques années. Là encore, il y a des limites : les États-Unis ne vivent déjà qu'à crédit, et la BCE n'émet même pas d'obligations – c'est sa religion d'exiger des

C'est le keynésianisme, issu du New Deal de Franklin Roosevelt et renforcé par la guerre, qui a finalement tiré l'Amérique de la Dépression des années 1930. Y a-t-il une leçon à en tirer pour nous en 2008 ? Je crois que oui.

Chaudière automatique à granulés de bois

Chauffage écologique et économique

sans compromis sur votre confort



ÖkoFEN France

45, route d'Apremont
73000 Barberaz
Tél. : 04 79 65 01 71
info@okofen.fr



www.okofen.fr

L'État ou la BCE doit exiger que les banques consacrent x % de leurs prêts à des fins environnementales, à des taux d'intérêt très bas, sinon nuls.

surplus et de honnir les dettes. Que faire quand l'une, la Fed, a épuisé tous les moyens traditionnels de relance et l'autre, la BCE, refuse de se servir des outils à sa disposition ? Accepter de mariner dans la crise avec tout le chômage et la misère que cela entraîne ?

Il y a pourtant un autre outil qui n'a jamais servi et que la crise offre aux dirigeants sur un plateau d'argent. Jusqu'ici, les banques centrales ont injecté des centaines de milliards dans le système bancaire sans rien demander en contrepartie. L'industrie financière a tellement pris l'habitude de ne suivre d'autres règles que celles qu'elle se donne qu'elle trouve cela normal. Mais les établissements qui ne tiennent qu'avec des apports massifs d'argent public doivent être considérés comme des entreprises publiques, au service des politiques de l'État.

Pour sortir de la crise écologique, il faut convertir l'économie actuelle comme si l'on entrait en guerre, comme dans les années 1940. L'État ou la BCE doit exiger que les banques consacrent x % de leurs prêts à des fins environnementales, comme les énergies alternatives, la construction de bâtiments à consommation énergétique nulle, l'isolement des structures existantes, l'amélioration des transports en commun propres et économes, les véhicules et avions légers moins gourmands en carburant, les moteurs à hydrogène, que sais-je encore, le tout à des taux d'intérêt très bas, sinon nuls. On n'interdit pas aux banques de prêter pour des projets classiques ou l'achat de logements non améliorés, mais ce serait à des taux assez élevés pour subventionner les taux « écologiques ».

Dans ce scénario, l'État ne se contente pas de peser sur les investissements des banques, mais participe aussi directement à cette conversion environnementale. Il investit fortement dans la recherche fondamentale et le développement technologique. Il trouve les ressources dans des impôts nouveaux, notamment sur le carbone, les profits des entreprises transnationales et toute transaction spéculative ou financière telle que les opérations de bourse ou les échanges de monnaies. L'impôt est rendu neutre ou plus avantageux pour les PME-PMI. L'on réduit donc les prélèvements basés sur l'emploi et le travail pour les transférer vers les nuisances dues à la pollution par le CO₂, à la surconsommation de ressources non renouvelables, etc., pour inciter à des comportements responsables.

Cette redirection de l'argent public et privé serait créatrice d'emplois car une économie écologique exige la maîtrise de technologies nouvelles, des travailleurs bien formés, productifs et bien payés. Avec un programme d'isolation des bâtiments anciens, l'on donne un coup de fouet à la branche BTP. Les biens écologiques innovants se vendraient aussi très bien sur les marchés d'exportation. Pour les pays du Sud, la

meilleure mesure serait l'annulation de l'ensemble de leurs dettes mais à la condition qu'eux aussi utilisent une partie des fonds ainsi libérés à des fins environnementales.

Il s'agit d'une stratégie gagnante pour tout le monde. Les politiques peuvent « vendre » un tel programme à leurs concitoyens et gagner les élections en le réalisant. Une économie écologique réduit non seulement la pollution mais aussi les maladies et les dépenses de santé. L'agriculture et l'alimentation gagneraient en utilisant moins d'intrants à base de pétrole et plus de travail humain. Mais pour que tout cela arrive, il faut un État qui refuse le néolibéralisme et le capitalisme pur et dur ; un État interventionniste qui impose des règles et des lois. Vous n'en voulez pas ? Vous trouvez que cela risquerait une fois de plus de tirer le capitalisme d'affaire ? Vous avez raison. Mais alors dites-moi comment vous sauvez la planète dans les dix prochaines années, car c'est cela l'échéance. Si nous ne faisons pas cette conversion, le plus grand pollueur du monde va la réaliser : la Chine. Un rapport récent fait état de son intention de tendre vers une économie propre, peu consommatrice de ressources non renouvelables et peu émettrice de carbone. La Chine est déjà le plus grand producteur mondial de panneaux solaires et elle fournit les deux tiers du marché des chauffe-eau solaires ! Dès 2009, elle sera la première exportatrice de turbines à vent. Bien sûr, il lui reste beaucoup à faire, mais comme la Chine n'est pas « encombrée » par la démocratie et une économie purement marchande, quand elle bouge, c'est plus vite que les autres (2).

Et les élites, celles qui laissent leur empreinte écologique gigantesque partout à la surface de cette pauvre planète ? Organisons pour elles un ordre très fermé, comme les « Conquistadors du carbone », les « Chevaliers du vert Avenir » ou les « Défenseurs de la Mère Terre ». La concurrence pour y être admis serait féroce ; l'appartenance donnerait droit à un drapeau devant la maison, un fanion pour la voiture, une rosette verte à la boutonnière et d'autres signes de reconnaissance – peut-être même un chèque d'un dollar. Ça flatte leur esprit de compétitivité. C'est en nous libérant du néolibéralisme et en embrassant un keynésianisme d'un genre nouveau que nous pouvons nous libérer de la prison de la crise triangulaire.

S. G.

(1) http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf pour la version française du Rapport de synthèse publié en 2007.

(2) Voir www.theclimategroup.org et « Could China lead the Green Revolution ? », *New Scientist*, 1^{er} août 2008.

* Susan George a publié la *Pensée enchaînée : comment les droites laïques et religieuses se sont emparées de l'Amérique* (Fayard, 2007), *Un autre monde est possible si...* (Fayard, 2004), *Pour ou contre la mondialisation libérale* (avec M. Wolf, Grasset, 2002).

S'INFORMER AUTREMENT

Articles, revues et guides :

- **L'agriculture paysanne peut nourrir neuf milliards de personnes**, *Campagnes solidaires* (revue de la Confédération paysanne) n° 221, juillet-août 2008.
- **Altermondialiste, moi ?**, Réseau d'information et de documentation pour le développement durable et la solidarité internationale (www.ritimio.org), fédération Artisans du monde et Crid, avril 2008. Un guide pour comprendre l'état de la planète et le rôle des acteurs internationaux comme l'OMC ou le FMI. L'ouvrage détaille les actions des ONG.
- **L'État du développement durable en France**, *Alternatives économiques*, hors-série n° 34, juin 2008. Tout sur les transports, la consommation, le logement, le climat, etc., avec les analyses de spécialistes.
- **La menace des carburants agro-industriels !**, Dominique Parizel, *les Cahiers de Nature et Progrès Belgique*, n° 27, janvier 2008. Les filières des agrocarburants, leur bilan énergétique, leur impact écologique, la politique européenne et la politique wallonne.
- **Repenser le travail avec André Gorz**, *Ecorev* n° 28, automne 2007. Les thèses d'André Gorz, précurseur engagé dans l'écologie politique, sont plus que jamais d'actualité. On y lira d'excellentes contributions de Jean Zin, Bernard Guibert, Yann Moulier-Boutang et Alain Lipietz.
- **Quelles sciences pour une planète vivable en 2030 ?**, *Ecorev* n° 29, hiver 2007. Partant d'un cycle de débats « Dialogues Sciences-Planète », la revue s'interroge sur les questions que l'urgence environnementale pose à notre système de recherche.
- **Le Guide des jeux pour la planète**, Pascal Carré, éditions Yves Michel, 2008.

Quelques ouvrages :

- **Le Choc de la décroissance**, Vincent Cheynet, Seuil, 2008.
- **Aliments irradiés. Atome, malbouffe et mondialisation**, éditions Gollias, 2008.
- **Banque du Sud et nouvelle crise internationale**, Éric Toussaint, éditions Syllepse-CADTM, 2008.
- **Petit Traité de la décroissance sereine**, Serge Latouche, Mille et une nuits, 2007.
- **Le Pari de la décroissance**, Serge Latouche, Fayard, 2006.
- **Pétrole apocalypse**, Yves Cochet, Fayard, 2005.
- **Comment les riches détruisent la planète**, Hervé Kempf, Seuil, 2007.